

## **COP22 MARRAKECH**

### **UNE "COP DE L'ACTION" EN DEMI-TEINTE**

### **L'agriculture au cœur de la COP ... sans y être !**

"AGIR", "ACTUAR", "ACT", des mots affichés en grand, déclinés en plusieurs langues en lettres blanches sur fond rouge sur de grands panneaux bordant toutes les avenues et boulevards de Marrakech. La ville historique s'était parée de ses plus beaux atours pour accueillir cette conférence climatique annoncée comme la COP de l'Action suite à l'adoption puis la mise en route, plus rapide que prévue, de l'Accord de Paris le 4 novembre dernier. Parce qu'hébergée par le Royaume du Maroc, la conférence aura mis le projecteur sur les pays les plus vulnérables, notamment africains, et l'adaptation au cœur des débats. La [déclaration politique adoptée par les Chefs d'Etat](#) réunis du 15 au 17 novembre est en ce sens plutôt engageante et encourageante.

Pourtant, force est de constater que les négociations parallèles ne sont probablement pas à la hauteur des annonces politiques. En absence de consensus, ont été reportés à la COP23 les débats concernant la manière dont seront réévalués les engagements et contributions volontaires (INDC) déjà prises par les Etats en matière de réduction des émissions, mais dont la somme cumulée conduit pour l'heure à une augmentation toujours trop élevée de la température de plus de 3°C.

La question financière reste un des points principaux d'achoppement. Les pays développés ont certes réitéré l'objectif d'atteindre les 100 milliards USD par an pour financer les pays en développement d'ici à 2020, mais les conditions réelles de mise en œuvre de ces moyens – s'ils sont réellement disponibles – et leur répartition entre atténuation et adaptation font l'objet de divergences toujours fortes. Quelques pays développés – l'Allemagne en tête – ont décidé de mettre à disposition 80 millions de dollars pour refinancer le fonds d'adaptation<sup>1</sup>, mais les besoins réels sont sans commune mesure avec ce montant.

Reste que à la demande des Etats africains en particulier, la communauté internationale et plusieurs bailleurs de fonds se disent prêts à soutenir le "renforcement de capacités des acteurs" pour concevoir, à partir des contributions volontaires (INDC), des programmes et projets pertinents et finançables.

Alors que dans la "Proclamation de Marrakech pour l'action", les Etats signataires confirmaient leur volonté de lutter contre le changement climatique et *"d'inspirer la solidarité, l'espoir et les opportunités pour les générations actuelles et futures"*, le Premier Ministre des Iles Fidji, l'un des pays les plus vulnérables qui prend la présidence de la prochaine COP23,

---

<sup>1</sup> dont les moyens sont en baisse puisque fonds financé, en partie par une taxe internationale sur les crédits d'émission carbone issus de projets "Mécanisme de développement propre".

rappelait l'urgence d'agir vite pour s'adapter à cette "nouvelle ère terrifiante" ouverte par le réchauffement climatique.

La COP22 donne pourtant la triste sensation de revenir aux travers de précédentes conférences qui ont eu bien du mal à combiner temps de la diplomatie et urgence des décisions. Et le cloisonnement – physique – entre la zone bleue de la conférence (Etats et négociateurs) et la zone verte (société civile) n'est que le reflet de la difficulté pour les négociateurs de prendre en compte les messages, revendications et propositions d'une société civile pourtant très active. Politiques et négociateurs aux costumes sombres, tailleurs bien coupés et chaussures fines salies par la poussière, représentants d'entreprises, dirigeants d'associations, leaders de peuples autochtones : des mondes se côtoient à quelques mètres, se jaugent, et se rencontrent parfois mais très difficilement, sur ce site installé à même la terre entre l'aéroport, la Medina de Marrakech et les quartiers huppés de Gueliz ou de l'Hivernage.

Lancé durant la COP22 par Laurence Tubiana et Hakima El Haite, Ministre marocaine de l'environnement, le [Partenariat de Marrakech pour l'action climatique globale](#) serait-il une réponse à ces constats ? Ce partenariat vise à rassembler les acteurs étatiques et non-étatiques (entreprises, associations, syndicats, ONG, Peuples autochtones, etc.) dans une même plateforme, afin de favoriser l'engagement de coalitions d'acteurs dans l'action, partager les succès, les leçons et les meilleures pratiques, avec un objectif final : accélérer l'action climatique pour la période 2017-2020. Ce partenariat suffira-t-il à nouer un dialogue plus étroit entre ces mondes ? Est-il une réponse à "l'urgence d'agir" devant les avancées définitivement trop lentes des négociations multilatérales ? Permettra-t-il d'inspirer et accélérer les décisions futures des négociateurs et des Etats ?

\*\*\*\*\*

Seul secteur cité dans la déclaration politique, l'agriculture !

*"We call for all Parties to strengthen and support efforts to eradicate poverty, ensure food security and to take stringent action to deal with climate change challenges in agriculture".*

Pourtant, les discussions pour préparer un programme de travail sur l'agriculture ont tourné court, en raison des divergences existantes. Alors que certains pays souhaiteraient voir mise en priorité l'adaptation de leurs agricultures, fragilisées par les effets du changement climatique avec des financements conséquents, d'autres Etats ne souhaitent clairement pas se voir imposer des contraintes fortes qui remettraient en cause des économies agricoles en plein développement sur la base de systèmes agricoles et d'élevage intensifs en capital, énergie et intrants pour des raisons internes (sécurité alimentaire) ou externes (développement des exportations agricoles). Ces discussions ont donc tout simplement été reportées au printemps 2017 puis à la COP23 !

L'agriculture a pourtant bien eu sa place au cours de la COP22, pas en son cœur mais en périphérie .... Au delà d'être mentionnée dans la déclaration politique finale, elle était au cœur

d'initiatives parallèles de l'Agenda de l'Action. Objet d'une politique de communication très audacieuse et d'un stand monumental en "zone verte", l'initiative "Triple A" (Adaptation de l'Agriculture Africaine - <http://www.aaainitiative.org/fr>) lancée par le Royaume du Maroc et soutenue par de nombreux pays africains, vise à réduire la vulnérabilité de l'Afrique et de son agriculture aux changements climatiques. Elle souhaite donc promouvoir la mise en place de projets concrets pour améliorer la gestion des sols, la maîtrise de l'eau agricole, la gestion des risques climatiques et les capacités et solutions de financement.

Lancée officiellement par la France durant la COP21, l'initiative 4/1000 (Les sols pour la sécurité alimentaire et le climat - <http://4p1000.org/>) vise à promouvoir des pratiques agricoles qui permettent de séquestrer du carbone dans le sol pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre, permettant par là-même de récupérer ou augmenter la fertilité des sols et contribuer ainsi également à la sécurité alimentaire des populations.

Certains observateurs et ONG s'inquiètent de ces initiatives parallèles qui, à défaut d'être suffisamment définies et encadrées, pourraient laisser libre champ à la promotion et diffusion de pratiques néfastes pour l'environnement et pour les populations, en particulier paysannes, voire la mise en péril de certains de leurs droits, à commencer par l'accès à la terre et aux ressources naturelles. Ils ont raison et la vigilance s'impose. Des lobbyistes de toutes sortes, et notamment de l'agro-industrie sont tout aussi vigilants. Mais au regard du blocage existant sur l'agriculture dans les négociations onusiennes, c'est sans doute aussi dans ces initiatives alternatives que se préparent les actions et futures décisions de demain en matière d'évolution de nos agricultures. Soyons donc prudents et vigilants mais co-construisons si les conditions le permettent ! Telle est la position d'AVSF<sup>2</sup> qui a décidé de rejoindre le Consortium 4/1000 et participer à ses travaux.

La 1<sup>ère</sup> réunion du Forum des partenaires de l'initiative 4/1000 (plus de 200 à date), puis des membres du Consortium, instance garante du cadre politique de l'initiative (plus de 60 signataires<sup>3</sup> à date dont AVSF) se sont ainsi tenues au cours de la COP22. Elles ont confirmé la volonté de ses membres de promouvoir des actions et projets permettant certes de séquestrer du carbone dans les sols, mais avec des co-bénéfices sociaux, économiques et environnementaux en particulier pour la sécurité alimentaire et les agricultures familiales. Reste donc maintenant à confirmer cette volonté par le "référentiel scientifique et technique" qu'un comité scientifique international de 14 membres, officiellement intronisé, doit maintenant élaborer sur la base de ce mandat.

Il s'agit donc d'un moment opportun donc pour que nous puissions, comme ONG, contribuer à ces travaux et obtenir du référentiel qu'il traduise une vraie volonté d'identifier, promouvoir et évaluer des types d'agriculture, systèmes de production et pratiques agricoles qui contribuent à la fois :

- à la séquestration/stockage de carbone, en la liant à la limitation des pertes de carbone

---

<sup>2</sup> Egalement du GRET, AGRISUD, CARI, membres avec AVSF du "Groupe de travail sur les Transitions agroécologiques"

<sup>3</sup> Dont GEF, FAO

dans l'atmosphère, de même que des autres émissions agricoles extrêmement polluantes (méthane et protoxyde d'azote) ;

- à la génération d'autres externalités environnementales positives : récupération de sols dégradés, préservation de la biodiversité, limitation des pollutions de l'environnement ;
- au développement économique et social des territoires et des populations rurales – en 1<sup>er</sup> lieu sécurité alimentaire mais aussi emploi -, avec des effets en tout 1<sup>er</sup> lieu pour les paysanneries, qui constituent l'immense majorité des producteurs et productrices du monde.

Nous devrions donc être force de proposition auprès du comité scientifique et technique de l'initiative – dont on peut regretter qu'il n'ait pas fait une place plus importante à des chercheurs issus des sciences sociales et économiques, les experts des sols restant prédominants - de même de son secrétariat. Comme exprimé au cours de cette 1<sup>ère</sup> réunion de l'initiative, outre des indicateurs de mesure des performances de programmes "4/1000", tant au niveau des sols (captation de carbone en particulier) que sur des co-bénéfices techniques, socio-économiques et environnementaux, le référentiel devrait intégrer des critères ex-ante pour l'identification et la formulation de projets souhaitant s'inscrire dans les objectifs du 4/1000, et inclure ainsi des critères de sauvegardes et des garanties, par exemple sur la protection des droits fonciers des populations paysannes<sup>4</sup>.

Ne nous y trompons pas : derrière ces initiatives se joue également la question de la mobilisation de financements (fonds climats, aides bi et multilatérales) : certains bailleurs pourraient en effet être tentés demain de soutenir des projets « certifiés » d'une certaine manière 4/1000, garants de résultats mesurables sur le climat. Reste donc à définir plus clairement l'orientation future de l'initiative : sera-elle demain une manière de "labelliser" des projets et programmes existants répondants à ses objectifs et offrant un système de monitoring précis de leurs résultats ? Permettra-t-elle également d'orienter la construction de programmes futurs et les labelliser ?

Enfin restent à préciser les nécessaires mécanismes d'articulation du travail des chercheurs - au cœur de l'initiative et garants de sa légitimité scientifique- avec les propres paysans et leurs organisations représentatives, de même que la société civile - dont nos ONG - pour construire un référentiel et développer des programmes de recherche qui répondent réellement à leurs attentes et celles de la société. Pour s'assurer également de la prise en compte des expériences et savoirs historiques paysans, en particulier en matière d'agroécologie.

Lors de sa prise de parole lors de la réunion du Consortium, Mme Maria Helena Semedo, Directrice générale de la FAO a tenu à remercier la France, représenté par Stéphane Le Foll, "pour le rôle moteur qu'elle joue en faveur de l'agroécologie". Mais il s'agit donc bien maintenant de poursuivre cet effort au cœur même de l'initiative ! Il s'agira également de

---

<sup>4</sup> Au cours de la COP22, les représentants des ONG du Groupe GTAE et l'IDDRI se sont ainsi proposés de travailler ensemble pour compléter et publier la note déjà produite par l'IDDRI avec l'appui du CCFD "4 pour 1000" initiative : Social and Environmental indicators for implementation" pour alimenter avant la fin de l'année les travaux du CST.



parvenir à convaincre un certain nombre de politiques, en particulier sur le continent africain, de s'engager vraiment dans cette voie, comme l'a si bien dit Djibo Bagna, Président du ROPPA. Ces transitions agroécologiques sont non seulement pertinentes, mais inéluctables pour répondre aux attentes de la société en matière d'agriculture et d'alimentation, et relever les défis climatiques, de biodiversité et d'emploi. Le 4/1000 sera-t-il l'occasion de porter encore et toujours ce message, tant au niveau politique que dans l'action ?

\*\*\*\*\*

**Frédéric Apollin**  
**Directeur général d'AVSF**  
**19 novembre 2016**